

COUR CONSTITUTIONNELLE

[2018/201244]

Extrait de l'arrêt n° 25/2018 du 1^{er} mars 2018

Numéros du rôle : 6580 et 6582

En cause : les recours en annulation de l'article 98 du décret de la Région wallonne du 23 juin 2016 modifiant le Code de l'Environnement, le Code de l'Eau et divers décrets en matière de déchets et de permis d'environnement, introduits par l'ASBL « Belgisch Fonds voor de Inzameling en Verwerking van Elektrohuishoudtoestellen » et autres et par l'ASBL « Bebat » et autres.

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents J. Spreutels et A. Alen, des juges L. Lavrysen, T. Merckx-Van Goey, F. Daoût et T. Giet, et, conformément à l'article 60bis de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, du président émérite E. De Groot, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président J. Spreutels,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet des recours et procédure*

Par deux requêtes adressées à la Cour par lettres recommandées à la poste le 4 janvier 2017 et parvenues au greffe le 5 janvier 2017, des recours en annulation de l'article 98 du décret de la Région wallonne du 23 juin 2016 modifiant le Code de l'Environnement, le Code de l'Eau et divers décrets en matière de déchets et de permis d'environnement (publié au *Moniteur belge* du 8 juillet 2016) ont été introduits respectivement par l'ASBL « Belgisch Fonds voor de Inzameling en Verwerking van Elektrohuishoudtoestellen », l'ASBL « Recupel Audio - Video », l'ASBL « Recupel SDA », l'ASBL « Recupel ICT », l'ASBL « Recupel E.T. & Garden », l'ASBL « LightRec », l'ASBL « MeLarec », l'ASBL « Recupel », l'ASBL « Federatie van de Elektriciteit en de Elektronica », l'ASBL « Agoria », l'ASBL « Fédération Belge des Fournisseurs de Machines, bâtiments et Equipements pour l'Agriculture et les Espaces verts », l'ASBL « Groupement professionnel belge des Importateurs et Concessionnaires d'Usines d'Outillage », la SA « Miele », la SA « Electrolux Belgium » et la SA « BSH Home Appliances » et par l'ASBL « Bebat », l'ASBL « Federatie van de Elektriciteit en de Elektronica » et l'ASBL « Traxio », assistées et représentées par Me D. Lagasse et Me A. Visschers, avocats au barreau de Bruxelles.

Ces affaires, inscrites sous les numéros 6580 et 6582 du rôle de la Cour, ont été jointes.

(...)

II. *En droit*

(...)

Quant à la disposition attaquée et à son contexte

B.1.1. Les parties requérantes poursuivent l'annulation de l'article 98 du décret de la Région wallonne du 23 juin 2016 « modifiant le Code de l'Environnement, le Code de l'Eau et divers décrets en matière de déchets et de permis d'environnement ». Cet article introduit un nouveau chapitre VIbis, intitulé « Taxe sur les organismes d'exécution des obligations de reprise », dans le décret fiscal du 22 mars 2007 « favorisant la prévention et la valorisation des déchets en Région wallonne et portant modification du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes » (ci-après : le décret fiscal).

Ce nouveau chapitre comprend les articles 26/1 à 26/4, qui disposent :

« Art. 26/1. Pour l'année civile 2016, il est établi au profit de la Région wallonne une taxe à charge des organismes assurant l'exécution de l'obligation de reprise des producteurs en vertu de l'article 8bis du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets et dont les fonds propres et provisions au 31 décembre 2013 excèdent les besoins nécessaires à l'accomplissement de l'obligation de reprise durant 24 mois.

Les besoins visés à l'alinéa 1^{er} sont calculés sur la base d'une moyenne des frais de fonctionnement des cinq derniers exercices comptables.

Art. 26/2. Le fait générateur de la taxe est la perception auprès des consommateurs, au 31 décembre 2013 au plus tard, de la cotisation destinée à financer les obligations de gestion des déchets.

Art. 26/3. Le montant de la taxe due est fixé à 5,22 % des fonds propres des redevables tels qu'ils paraissent dans les comptes annuels approuvés pour l'année 2013, multiplié par le nombre d'habitants en Région wallonne et divisé par le nombre d'habitants en Belgique au 1^{er} janvier de la même année.

Art. 26/4. La taxe visée au présent chapitre ne peut pas être répercutée dans les cotisations à la charge des consommateurs ».

B.1.2. Par l'article 26 du décret du 21 décembre 2016 contenant le budget des recettes de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2017, les mots « Pour l'année civile 2016 », à l'article 26/1 du décret fiscal, sont remplacés par les mots « Pour les années 2016 à 2021 ».

B.2.1. En vertu de l'article 8bis du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, le Gouvernement wallon peut imposer aux producteurs une obligation de reprise de biens ou déchets résultant de la mise sur le marché ou de l'utilisation pour leur usage propre de biens, matières premières ou produits en vue d'assurer la prévention, la réutilisation, le recyclage, la valorisation ou une gestion adaptée de ces biens ou déchets et d'internaliser tout ou partie des coûts de gestion. L'obligation de reprise comporte la couverture des coûts y afférents.

B.2.2. Le régime des obligations de reprise s'insère « dans le concept plus large de la responsabilité élargie des producteurs au sens de l'article 8 de la directive 2008/98/CE du 19 novembre 2008 relative aux déchets et abrogeant certaines directives » (*Doc. parl.*, Parlement Wallon, 2015-2016, n° 484/1, p. 7).

B.2.3. La politique de l'Union européenne dans le domaine de l'environnement vise un niveau de protection élevé, en tenant compte de la diversité des situations dans les différentes régions de l'Union. Elle est fondée sur les principes de précaution et d'action préventive, sur le principe de la correction, par priorité à la source, des atteintes à l'environnement et sur le principe du pollueur-payeur (article 191.2 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne).

La directive précitée 2008/98/CE fait référence au principe du « pollueur-payeur » en tant que principe directeur aux niveaux européen et international. Conformément à ce principe, le coût de l'élimination des déchets doit être supporté par le détenteur des déchets, les détenteurs antérieurs ou les producteurs du produit générateur de déchets (considérant 1). Le producteur des déchets et le détenteur des déchets doivent les gérer d'une manière propre à assurer un niveau de protection élevé pour l'environnement et la santé humaine (considérant 26). L'introduction de la responsabilité élargie du producteur est l'un des moyens de soutenir la conception et la fabrication de produits selon des procédés qui prennent pleinement en compte et facilitent l'utilisation efficace des ressources tout au long de leur cycle de vie, y compris en matière de réparation, de réemploi, de démontage et de recyclage, sans compromettre la libre circulation des marchandises dans le marché intérieur (considérant 27). Les coûts doivent être attribués de manière à traduire le coût environnemental réel de la production et de la gestion des déchets (considérant 25).

Les coûts de la gestion des déchets sont supportés, conformément au principe du « pollueur-payeur », par le producteur de déchets initial ou par le détenteur actuel ou antérieur des déchets (article 14.1 de la directive). Les Etats membres peuvent décider que les coûts de la gestion des déchets doivent être supportés en tout ou en partie par le producteur du produit qui est à l'origine des déchets et faire partager ces coûts aux distributeurs de ce produit (article 14.2).

B.3.1. En application de l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 septembre 2010 instaurant une obligation de reprise de certains déchets, sont notamment soumis à l'obligation de reprise, les déchets de piles et accumulateurs et les déchets d'équipements électriques et électroniques.

B.3.2. En vue de se conformer à cette obligation, les producteurs concernés peuvent soit remplir eux-mêmes leur obligation de reprise, soit la faire exécuter par un organisme agréé auquel ils ont adhéré ou conclure une convention environnementale visée par le décret du 20 décembre 2001 relatif aux conventions environnementales et confier dans ce cadre l'exécution de tout ou partie des obligations à un organisme de gestion (article 8bis, § 3, du décret précité du 27 juin 1996 et article 3, § 1^{er}, de l'arrêté précité du 23 septembre 2010).

B.3.3. Les organismes agréés pour remplir l'obligation de reprise des déchets concernés et l'organisme de gestion de la convention environnementale doivent être constitués sous la forme d'association sans but lucratif (article 11, 1^o, et article 22, § 1^{er}, du même arrêté). Ils se chargent de la collecte d'équipements électriques et électroniques mis au rebut ou de piles et accumulateurs usagés. Ils sont financés par les cotisations environnementales que les producteurs adhérents obligataires de reprise leur paient par appareil, pile ou accumulateur lors de la commercialisation du produit concerné et par les cotisations de membre des producteurs adhérents.

B.4. La disposition attaquée met à charge des organismes assurant l'exécution de l'obligation de reprise des producteurs une taxe calculée sur leurs fonds propres et provisions.

Quant à la recevabilité des recours

B.5.1. Le Gouvernement wallon soulève une première exception d'irrecevabilité des recours, tirée du défaut d'intérêt légitime à agir dans le chef de toutes les parties requérantes.

B.5.2. Les personnes qui sont soumises à une taxe ont, en principe, intérêt à en poursuivre l'annulation devant la Cour. Cet intérêt ne devient pas illégitime pour le motif que le législateur fiscal entend, par la taxe contestée, viser des réserves financières qui « ont pris des proportions excessives » excédant les besoins desdits organismes et qu'il juge en conséquence « injustifiées au regard du principe pollueur-payeur » (*Doc. parl.*, Parlement wallon, 2015-2016, n^o 484/1, p. 114).

B.5.3. Pour le surplus, dès lors que l'intérêt à agir des première à huitième parties requérantes dans l'affaire n^o 6580 et de la première partie requérante dans l'affaire n^o 6582, qui sont soumises à la taxe attaquée, est établi, il n'est pas nécessaire d'examiner les autres exceptions d'irrecevabilité des recours qui portent sur l'intérêt à agir des autres parties requérantes.

Quant à la compétence territoriale

B.6. La Cour examine d'abord le deuxième moyen, qui concerne principalement la compétence territoriale de la Région wallonne en matière fiscale. Ce moyen est pris de la violation des articles 5, 39, 134, 143, § 1^{er}, et 170, § 2, de la Constitution, de l'article 1^{er}ter de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des communautés et des régions, de l'article 6, § 1^{er}, VI, alinéa 3, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, du principe de la répartition exclusive des compétences, du principe de la libre circulation des services et du principe de la loyauté fédérale.

Les parties requérantes font valoir que la taxe attaquée ne peut pas être localisée sur le territoire de la Région wallonne, de sorte que la situation qu'elle vise peut également être visée par les autres législateurs régionaux, dès lors que les fonds propres concernés sont générés par l'activité déployée par les organismes redevables sur l'ensemble du territoire belge.

B.7.1. L'article 170, § 2, de la Constitution dispose :

« Aucun impôt au profit de la communauté ou de la région ne peut être établi que par un décret ou une règle visée à l'article 134.

La loi détermine, relativement aux impositions visées à l'alinéa 1^{er}, les exceptions dont la nécessité est démontrée ».

B.7.2. L'article 1^{er}ter de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des communautés et des régions dispose :

« L'exercice des compétences fiscales des régions visées dans la présente loi s'opère dans le respect de la loyauté fédérale visée à l'article 143 de la Constitution et du cadre normatif général de l'union économique et de l'unité monétaire, ainsi que des principes suivants :

- 1^o l'exclusion de toute concurrence fiscale déloyale;
- 2^o l'évitement de la double imposition;
- 3^o la libre circulation des personnes, biens, services et capitaux.

En cas de demande d'un contribuable visant à éviter la double imposition, jugée fondée par une autorité, celle-ci se concerte avec les autres autorités concernées en vue de remédier à l'imposition contraire au principe évoqué à l'alinéa 1^{er}, 2^o.

Une concertation sur la politique fiscale et sur les principes visés à l'alinéa 1^{er} est organisée annuellement au sein du Comité de concertation visé à l'article 31 de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles ».

Cette disposition ne vaut que pour l'exercice des compétences fiscales des régions visées par la loi spéciale de financement. Elle ne s'applique donc pas à l'exercice de leur compétence fiscale propre visée en B.7.1, qui résulte directement de la Constitution.

B.8. Le champ d'application territorial de la compétence fiscale propre des entités fédérées ne résulte pas des dispositions précitées. En ce qui concerne les régions, il résulte de l'article 19, § 3, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et de l'article 7, alinéa 2, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises que leurs décrets ou ordonnances ne sont d'application que dans leur propre région. Toute norme adoptée par un législateur doit pouvoir être localisée dans le territoire de sa compétence, de sorte que toute relation et toute situation concrètes soient réglées par un seul législateur.

B.9.1. Le point de rattachement de la taxe, tel qu'il est conçu par la disposition attaquée, ne peut être localisé à l'intérieur du territoire de compétence de la Région wallonne. La taxe vise en effet tous les organismes de gestion, quel que soit leur lieu d'établissement, et frappe l'ensemble de leurs fonds propres et pas seulement certains fonds de l'association qui permettraient de déterminer l'origine géographique des moyens qui les composent.

B.9.2. La circonstance que le montant de la taxe est, en application de l'article 26/3 du décret fiscal, inséré par la disposition attaquée, affecté d'un coefficient correspondant au pourcentage de la population wallonne par rapport à l'ensemble de la population belge n'est pas de nature à modifier cette conclusion. En effet, il n'y a pas nécessairement de relation entre le nombre d'habitants en Région wallonne et la part des activités des associations visées sur le territoire de la Région wallonne, en sorte qu'il n'est pas possible de conclure que le mode de calcul retenu permet d'imposer uniquement des fonds qui sont le produit d'activités localisées sur ce territoire.

B.10.1. La disposition attaquée ne relève donc pas de la compétence territoriale de la Région wallonne. Le deuxième moyen est fondé.

B.10.2. Partant, la disposition attaquée doit être annulée, sans qu'il soit nécessaire d'examiner les autres moyens.

B.10.3. Il convient d'annuler également l'article 26 du décret du 21 décembre 2016 contenant le budget des recettes de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2017, qui remplace les mots « Pour l'année civile 2016 », à l'article 26/1 du décret fiscal annulé, par les mots « Pour les années 2016 à 2021 », les deux dispositions étant indissociablement liées.

Par ces motifs,

la Cour

annule :

- l'article 98 du décret de la Région wallonne du 23 juin 2016 modifiant le Code de l'Environnement, le Code de l'Eau et divers décrets en matière de déchets et de permis d'environnement;

- l'article 26 du décret du 21 décembre 2016 contenant le budget des recettes de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2017.

Ainsi rendu en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, le 1^{er} mars 2018.

Le greffier,

P.-Y. Dutilleux

Le président,

J. Spreutels

GRONDWETTELIJK HOF

[2018/201244]

Uittreksel uit arrest nr. 25/2018 van 1 maart 2018

Rolnummers 6580 en 6582

In zake : de beroepen tot vernietiging van artikel 98 van het decreet van het Waalse Gewest van 23 juni 2016 houdende wijziging van het Milieuwetboek, van het Waterwetboek en van verscheidene decreten inzake afvalstoffen en milieuvergunning, ingesteld door de vzw « Belgisch Fonds voor de Inzameling en Verwerking van Elektrohuishoudtoestellen » en anderen en door de vzw « Bebat » en anderen.

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters J. Spreutels en A. Alen, de rechters L. Lavrysen, T. Merckx-Van Goey, F. Daoût en T. Giet, en, overeenkomstig artikel 60bis van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, emeritus voorzitter E. De Groot, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van voorzitter J. Spreutels,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. Onderwerp van de beroepen en rechtspleging

Bij twee verzoekschriften die aan het Hof zijn toegezonden bij op 4 januari 2017 ter post aangetekende brieven en ter griffie zijn ingekomen op 5 januari 2017, zijn beroepen tot vernietiging ingesteld van artikel 98 van het decreet van het Waalse Gewest van 23 juni 2016 houdende wijziging van het Milieuwetboek, van het Waterwetboek en van verscheidene decreten inzake afvalstoffen en milieuvergunning (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 8 juli 2016) respectievelijk door de vzw « Belgisch Fonds voor de Inzameling en Verwerking van Elektrohuishoudtoestellen », de vzw « Recupel Audio - Video », de vzw « Recupel SDA », de vzw « Recupel ICT », de vzw « Recupel E.T. & Garden », de vzw « LightRec », de vzw « MeLarec », de vzw « Recupel », de vzw « Federatie van de Elektriciteit en de Elektronica », de vzw « Agoria », de vzw « Belgische Federatie van de Toeleveranciers van Machines, Gebouwen en Uitrustingen voor de Landbouw en voor de Groenvoorzieningen », de vzw « Belgische beroepsgroepering van invoerders en fabrieksagenten van gereedschap », de nv « Miele », de nv « Electrolux Belgium » en de nv « BSH Home Appliances » en door de vzw « Bebat », de vzw « Federatie van de Elektriciteit en de Elektronica » en de vzw « Traxio », bijgestaan en vertegenwoordigd door Mr. D. Lagasse en Mr. A. Visschers, advocaten bij de balie te Brussel.

Die zaken, ingeschreven onder de nummers 6580 en 6582 van de rol van het Hof, werden samengevoegd.

(...)

II. In rechte

(...)

Ten aanzien van de bestreden bepaling en de context ervan

B.1.1. De verzoekende partijen vorderen de vernietiging van artikel 98 van het decreet van het Waalse Gewest van 23 juni 2016 « houdende wijziging van het Milieuwetboek, van het Waterwetboek en van verscheidene decreten inzake afvalstoffen en milieuvergunning ». Dat artikel voegt een nieuw hoofdstuk *VIbis* in, getiteld « Belasting op de instellingen die de terugnameplicht uitvoeren », in het fiscaal decreet van 22 maart 2007 « tot bevordering van afvalpreventie en -valorisatie in het Waalse Gewest en tot wijziging van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen » (hierna : het fiscaal decreet).

Dat nieuwe hoofdstuk omvat de artikelen 26/1 tot 26/4, die bepalen :

« Art. 26/1. Voor het kalenderjaar 2016 wordt ten gunste van het Waalse Gewest een belasting ingevoerd ten laste van de instellingen die voor de uitvoering van de terugnameplicht van de producenten zorgen krachtens artikel *8bis* van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen en waarvan de eigen fondsen en voorschotten op 31 december 2013 groter zijn dan de behoeften die nodig zijn voor de uitvoering van de terugnameplicht gedurende 24 maanden.

De behoeften bedoeld in het eerste lid worden berekend op basis van een gemiddelde van de werkingskosten over de vijf laatste boekjaren.

Art. 26/2. De grondslag van de belasting is de inning bij de verbruikers, uiterlijk 31 december 2013, van de bijdrage voor de financiering van de afvalbeheersverplichtingen.

Art. 26/3. Het bedrag van de verschuldigde belasting is vastgelegd op 5,22 % van de eigen fondsen van de belastingplichtigen zoals ze voorkomen in de voor het jaar 2013 goedgekeurde jaarrekeningen, vermenigvuldigd met het aantal inwoners in het Waalse Gewest en gedeeld door het aantal inwoners in België op 1 januari van hetzelfde jaar.

Art. 26/4. De belasting bedoeld in dit hoofdstuk kan niet doorberekend worden in de bijdragen ten laste van de gebruikers ».

B.1.2. Bij artikel 26 van het decreet van 21 december 2016 houdende de algemene ontvangstenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2017 worden de woorden « Voor het kalenderjaar 2016 », in artikel 26/1 van het fiscaal decreet, vervangen door de woorden « Voor de jaren 2016 tot 2021 ».

B.2.1. Krachtens artikel 8bis van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen vermag de Waalse Regering aan de producenten een terugnameplicht op te leggen voor goederen of afvalstoffen uit commercialisering of uit het gebruik voor eigen behoefte van goederen, grondstoffen of producten met het oog op de preventie, het hergebruik, de recycling, de nuttige toepassing of een aangepast beheer van die goederen of afvalstoffen en op de internalisering van het geheel of van een deel van de beheerskosten. De terugnameplicht omvat de dekking van de desbetreffende kosten.

B.2.2. De regeling van de terugnameplicht maakt deel uit van « het ruimere concept van de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid in de zin van artikel 8 van de richtlijn 2008/98/EG van 19 november 2008 betreffende afvalstoffen en tot intrekking van een aantal richtlijnen » (*Parl. St.*, Waals Parlement, 2015-2016, nr. 484/1, p. 7).

B.2.3. De Europese Unie streeft in haar milieubeleid naar een hoog niveau van bescherming, rekening houdend met de uiteenlopende situaties in de verschillende regio's van de Unie. Haar beleid berust op het voorzorgsbeginsel en het beginsel van preventief handelen, het beginsel dat milieuaantastingen bij voorrang aan de bron dienen te worden bestreden, en het beginsel « de vervuiler betaalt » (artikel 191, lid 2, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie).

De voormelde richtlijn 2008/98/EG refereert aan het beginsel « de vervuiler betaalt » als een leidend beginsel op Europees en internationaal niveau. Conform dat beginsel moeten de kosten van de afvalverwijdering worden gedragen door de huidige of de vorige houder van de afvalstoffen of door de producent van het product waaruit het afval voortkomt (overweging 1). De producent en de houder van de afvalstoffen moeten het afval beheeren op een manier die een hoog niveau van bescherming van de menselijke gezondheid en het milieu waarborgt (overweging 26). De invoering van de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid is een van de middelen die ertoe moeten bijdragen dat bij het ontwerpen en produceren van goederen het efficiënte gebruik van grondstoffen gedurende de gehele levenscyclus van de goederen, met inbegrip van reparatie, hergebruik, demontage en recycling, ten volle in aanmerking wordt genomen en wordt gefaciliteerd, zonder dat het vrij verkeer van goederen in de interne markt in het gedrang komt (overweging 27). De kosten dienen zo te worden berekend dat zij de reële milieukosten van de productie en het beheer van het afval weergeven (overweging 25).

De kosten van het afvalbeheer worden, overeenkomstig het beginsel « de vervuiler betaalt », gedragen door de eerste afvalproducent, de huidige of de vorige houders van afvalstoffen (artikel 14, lid 1, van de richtlijn). De lidstaten kunnen besluiten de kosten van het afvalbeheer geheel of gedeeltelijk te laten dragen door de producent van het product waaruit het afval is voortgekomen, en de distributeurs van een dergelijk product in deze kosten te laten delen (artikel 14, lid 2).

B.3.1. Met toepassing van artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 23 september 2010 tot invoering van een terugnameplicht voor bepaalde afvalstoffen zijn met name afval van batterijen en accu's en afgedankte elektrische of elektronische apparatuur onderworpen aan de terugnameplicht.

B.3.2. Om die verplichting na te komen, kunnen de betrokken producenten ofwel zelf voldoen aan hun terugnameplicht, ofwel die verplichting laten uitvoeren door een erkende instelling waarbij zij zijn aangesloten of een milieuovereenkomst sluiten zoals bedoeld in het decreet van 20 december 2001 betreffende de milieuovereenkomsten en in dat kader de uitvoering van de verplichtingen geheel of gedeeltelijk toevertrouwen aan een beheersorgaan (artikel 8bis, § 3, van het voormelde decreet van 27 juni 1996 en artikel 3, § 1, van het voormelde besluit van 23 september 2010).

B.3.3. De organen die zijn erkend voor het nakomen van de verplichtingen die inherent zijn aan de terugname van de afvalstoffen in kwestie en het orgaan dat instaat voor het beheer van de milieuovereenkomst dienen te worden opgericht in de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk (artikel 11, 1°, en artikel 22, § 1, van hetzelfde besluit). Zij zijn belast met de inzameling van afgedankte elektrische en elektronische apparatuur of van gebruikte batterijen en accu's. Zij worden gefinancierd door middel van de milieubijdragen die de aangesloten producenten, op wie de terugnameplicht rust, per apparaat, batterij of accu aan hen betalen bij het op de markt brengen van het betrokken product, en door de ledenbijdragen van de aangesloten producenten.

B.4. De bestreden bepaling legt aan de instellingen die de uitvoering van de terugnameplicht van de producenten verzekeren, een belasting op die wordt berekend op hun eigen vermogen en voorzieningen.

Ten aanzien van de ontvankelijkheid van de beroepen

B.5.1. De Waalse Regering werpt een eerste exceptie van onontvankelijkheid van de beroepen op die is afgeleid uit de ontstentenis van een wettig belang van alle verzoekende partijen om in rechte te treden.

B.5.2. De personen die aan een belasting zijn onderworpen, hebben in beginsel belang erbij de vernietiging ervan voor het Hof te vorderen. Dat belang wordt niet onwettig om reden dat de fiscale decreetgever, met de betwiste belasting, financiële reserves wil beogen die « overmatig zijn geworden » en groter zijn dan de behoeften van die instellingen, en die hij bijgevolg « in het licht van het beginsel ' de vervuiler betaalt ' onverantwoord » acht (*Parl. St.*, Waals Parlement, 2015-2016, nr. 484/1, p. 114).

B.5.3. Voor het overige, aangezien het belang van de eerste tot de achtste verzoekende partij in de zaak nr. 6580 en van de eerste verzoekende partij in de zaak nr. 6582, die aan de bestreden belasting zijn onderworpen, vaststaat, is het niet nodig om de andere excepties van onontvankelijkheid van de beroepen met betrekking tot het belang van de andere verzoekende partijen om in rechte te treden, te onderzoeken.

Ten aanzien van de territoriale bevoegdheid

B.6. Het Hof onderzoekt eerst het tweede middel, dat in hoofdzaak betrekking heeft op de territoriale belastingbevoegdheid van het Waalse Gewest. Dat middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 5, 39, 134, 143, § 1, en 170, § 2, van de Grondwet, van artikel 1^{ter} van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de gemeenschappen en de gewesten, van artikel 6, § 1, VI, derde lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, van het beginsel van de exclusieve verdeling van de bevoegdheden, van het beginsel van het vrij verkeer van diensten en van het beginsel van de federale loyauteit.

De verzoekende partijen voeren aan dat de bestreden belasting niet kan worden gelokaliseerd op het grondgebied van het Waalse Gewest, zodat de situatie die zij beoogt, eveneens kan worden beoogd door de andere gewestwetgevers, aangezien het betrokken eigen vermogen wordt voortgebracht door de activiteit die de instellingen die de belasting verschuldigd zijn, ontwikkelen op het hele Belgische grondgebied.

B.7.1. Artikel 170, § 2, van de Grondwet bepaalt :

« Geen belasting ten behoeve van de gemeenschap of het gewest kan worden ingevoerd dan door een decreet of een in artikel 134 bedoelde regel.

De wet bepaalt ten aanzien van de in het eerste lid bedoelde belastingen, de uitzonderingen waarvan de noodzakelijkheid blijkt ».

B.7.2. Artikel 1^{ter} van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de gemeenschappen en de gewesten bepaalt :

« De uitoefening van de fiscale bevoegdheden van de gewesten als bedoeld in deze wet gebeurt met naleving van de in artikel 143 van de Grondwet bedoelde federale loyauteit en het algemeen normatief kader van de economische unie en de monetaire eenheid, alsmede van de volgende principes :

1° de uitsluiting van elke deloyale fiscale concurrentie;

2° de vermijding van dubbele belasting;

3° het vrij verkeer van personen, goederen, diensten en kapitaal.

Bij een door een overheid gegrond geacht verzoek van een belastingplichtige houdende vermijding van dubbele belasting treedt die overheid in overleg met de andere betrokken overheden teneinde de belastingheffing die strijdig is met het in het eerste lid, 2°, vermelde principe ongedaan te maken.

In het raam van het Overlegcomité als bedoeld in artikel 31 van de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen wordt jaarlijks een overleg gehouden over het fiscaal beleid en over de in het eerste lid bedoelde principes ».

Die bepaling geldt enkel voor de uitoefening van de fiscale bevoegdheden van de gewesten als bedoeld in de bijzondere financieringswet. Zij geldt dus niet voor de uitoefening van hun eigen fiscale bevoegdheid, bedoeld in B.7.1, die rechtstreeks uit de Grondwet voortvloeit.

B.8. Uit de voormelde bepalingen blijkt niet het territoriale toepassingsgebied van de eigen fiscale bevoegdheid van de deelentiteiten. Wat de gewesten betreft, volgt uit artikel 19, § 3, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen en uit artikel 7, tweede lid, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen dat hun decreten of ordonnanties slechts van toepassing zijn in het eigen gewest. Elke regeling die een wetgever uitvaardigt, moet kunnen worden gelokaliseerd binnen het gebied waarvoor hij bevoegd is, zodat iedere concrete verhouding of situatie slechts door één enkele wetgever wordt geregeld.

B.9.1. Het aanknopingspunt van de belasting, zoals het in de bestreden bepaling is opgevat, kan niet worden gelokaliseerd binnen het grondgebied waarvoor het Waalse Gewest bevoegd is. De belasting beoogt immers alle beheersorganen, ongeacht waar zij zijn gevestigd, en treft hun gehele eigen vermogen en niet slechts sommige fondsen van de vereniging die zouden toelaten de territoriale herkomst van de erin vervatte middelen vast te stellen.

B.9.2. Het gegeven dat het bedrag van de belasting, met toepassing van artikel 26/3 van het fiscaal decreet zoals ingevoegd bij de bestreden bepaling, wordt gekoppeld aan een coëfficiënt die overeenstemt met het percentage van de Waalse bevolking ten opzichte van de hele Belgische bevolking, kan die conclusie niet wijzigen. Er is immers niet noodzakelijk een verband tussen het aantal inwoners in het Waalse Gewest en het deel van de activiteiten van de beoogde verenigingen op het grondgebied van het Waalse Gewest, zodat het niet mogelijk is te besluiten dat de gekozen berekeningswijze toelaat alleen fondsen te belasten die voortkomen uit activiteiten die op dat grondgebied zijn gelokaliseerd.

B.10.1. De bestreden bepaling valt dus niet onder de territoriale bevoegdheid van het Waalse Gewest. Het tweede middel is gegrond.

B.10.2. De bestreden bepaling dient derhalve te worden vernietigd, zonder dat het nodig is de andere middelen te onderzoeken.

B.10.3. Artikel 26 van het decreet van 21 december 2016 houdende de algemene ontvangstenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2017, dat de woorden « Voor het kalenderjaar 2016 » in het vernietigde artikel 26/1 van het fiscaal decreet, vervangt door de woorden « Voor de jaren 2016 tot 2021 », dient eveneens te worden vernietigd, daar beide bepalingen onlosmakelijk met elkaar verbonden zijn.

Om die redenen,

het Hof

vernietigt :

- artikel 98 van het decreet van het Waalse Gewest van 23 juni 2016 houdende wijziging van het Milieuwetboek, van het Waterwetboek en van verscheidene decreten inzake afvalstoffen en milieuvergunning;

- artikel 26 van het decreet van 21 december 2016 houdende de algemene ontvangstenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2017.

Aldus gewezen in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, op 1 maart 2018.

De griffier,

P.-Y. Dutilleux

De voorzitter,

J. Spreutels

VERFASSUNGSGERICHTSHOF

[2018/201244]

Auszug aus dem Entscheid Nr. 25/2018 vom 1. März 2018

Geschäftsverzeichnisnummern 6580 und 6582

In *Sachen*: Klagen auf Nichtigerklärung von Artikel 98 des Dekrets der Wallonischen Region vom 23. Juni 2016 zur Abänderung des Umweltgesetzbuches, des Wassergesetzbuches und verschiedener Dekrete in Sachen Abfälle und Umweltgenehmigung, erhoben von der VoG « Belgisch Fonds voor de Inzameling en Verwerking van Elektrohuishoudtoestellen » und anderen und von der VoG « Bebat » und anderen.

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Präsidenten J. Spreutels und A. Alen, den Richtern L. Lavrysen, T. Merckx-Van Goey, F. Daoût und T. Giet, und dem emeritierten Präsidenten E. De Groot gemäß Artikel 60bis des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, unter Assistenz des Kanzlers P.-Y. Dutilleux, unter dem Vorsitz des Präsidenten J. Spreutels,

erlässt nach Beratung folgenden Entscheid:

I. *Gegenstand der Klagen und Verfahren*

Mit zwei Klageschriften, die dem Gerichtshof mit am 4. Januar 2017 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen zugesandt wurden und am 5. Januar 2017 in der Kanzlei eingegangen sind, erhoben jeweils Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 98 des Dekrets der Wallonischen Region vom 23. Juni 2016 zur Abänderung des Umweltgesetzbuches, des Wassergesetzbuches und verschiedener Dekrete in Sachen Abfälle und Umweltgenehmigung (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 8. Juli 2016): die VoG « Belgisch Fonds voor de Inzameling en Verwerking van Elektrohuishoudtoestellen », die VoG « Recupel Audio - Video », die VoG « Recupel SDA », die VoG « Recupel ICT », die VoG « Recupel E.T. & Garden », die VoG « LightRec », die VoG « MeLarec », die VoG « Recupel », die VoG « Federatie van de Elektriciteit en de Elektronica », die VoG « Agoria », die VoG « Fédération Belge des Fournisseurs de Machines, Bâtiments et Equipements pour l'Agriculture et les Espaces verts », die VoG « Groupement professionnel belge des Importateurs et Concessionnaires d'Usines d'Outillage », die « Miele » AG, die « Electrolux Belgium » AG und die « BSH Home Appliances » AG beziehungsweise die VoG « Bebat », die VoG « Federatie van de Elektriciteit en de Elektronica » und die VoG « Traxio », unterstützt und vertreten durch RA D. Lagasse und RÅin A. Visschers, in Brüssel zugelassen.

Diese unter den Nummern 6580 und 6582 ins Geschäftsverzeichnis des Gerichtshofes eingetragenen Rechtssachen wurden verbunden.

(...)

II. *Rechtliche Würdigung*

(...)

In Bezug auf die angefochtene Bestimmung und deren Kontext

B.1.1. Die klagenden Parteien beantragen die Nichtigerklärung von Artikel 98 des Dekrets der Wallonischen Region vom 23. Juni 2016 « zur Abänderung des Umweltgesetzbuches, des Wassergesetzbuches und verschiedener Dekrete in Sachen Abfälle und Umweltgenehmigung ». Dieser Artikel fügt ein neues Kapitel *Vlbis* mit der Überschrift « Steuer auf die mit der Durchführung der Rücknahmepflichten beauftragten Einrichtungen » in das Steuerdekret vom 22. März 2007 « zur Förderung der Vermeidung und der Verwertung von Abfällen in der Wallonischen Region und zur Abänderung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben » (nachstehend: Steuerdekret) ein.

Dieses neue Kapitel umfasst die Artikel 26/1 bis 26/4, die bestimmen:

« Art. 26/1. Für das Kalenderjahr 2016 wird zugunsten der Wallonischen Region eine Steuer zu Lasten der Einrichtungen eingeführt, die die Rücknahmepflicht gewährleisten, die den Herstellern kraft Artikel 8bis des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle auferlegt wird, und deren Eigenmittel und Rückstellungen am 31. Dezember 2013 die zur Erfüllung der Rücknahmepflicht während 24 Monaten notwendigen Bedürfnisse überschreiten.

Die Bedürfnisse nach Absatz 1 werden auf der Grundlage der durchschnittlichen Betriebskosten im Laufe der letzten fünf Rechnungsjahre berechnet.

Art. 26/2. Der Steuertatbestand ist die Erhebung bei den Verbrauchern, spätestens am 31. Dezember 2013, des Beitrags zur Finanzierung der Verpflichtungen in Sachen Abfallbewirtschaftung.

Art. 26/3. Der Betrag der geschuldeten Steuer wird auf 5,22 % der Eigenmittel der Steuerpflichtigen festgelegt, so wie sie in dem genehmigten Jahresabschluss für den Jahrgang 2013 erscheinen, multipliziert mit der Anzahl Einwohner der Wallonischen Region und geteilt durch die Anzahl Einwohner Belgiens am 1. Januar desselben Jahres.

Art. 26/4. Die Steuer nach vorliegendem Kapitel darf nicht auf die Beiträge zu Lasten der Verbraucher überwält werden ».

B.1.2. Durch Artikel 26 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Festlegung des Einnahmenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2017 wird die Wortfolge « Für das Kalenderjahr 2016 » in Artikel 26/1 des Steuerdekrets durch die Wortfolge « Für die Jahre 2016 bis 2021 » ersetzt.

B.2.1. Aufgrund von Artikel 8bis des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle kann die Wallonische Regierung den Herstellern eine Rücknahmepflicht für Güter oder Abfälle auferlegen, die sich aus der Vermarktung oder Verwendung für Eigenzweck von Gütern, Rohstoffen oder Erzeugnissen ergeben, mit dem Ziel, die Vermeidung, die Wiederverwendung, das Recycling, die Verwertung oder eine geeignete Bewirtschaftung dieser Güter oder Abfälle zu gewährleisten, und die Bewirtschaftungskosten ganz oder teilweise zu internalisieren. Die Rücknahmepflicht umfasst die Deckung der betreffenden Kosten.

B.2.2. Die Regelung der Rücknahmepflicht ist Bestandteil des « umfassenderen Konzepts der erweiterten Herstellerverantwortung im Sinne von Artikel 8 der Richtlinie 2008/98/EG vom 19. November 2008 über Abfälle und zur Aufhebung bestimmter Richtlinien » (*Parl. Dok.*, Wallonisches Parlament, 2015-2016, Nr. 484/1, S. 7).

B.2.3. Die Umweltpolitik der Europäischen Union zielt unter Berücksichtigung der unterschiedlichen Gegebenheiten in den einzelnen Regionen der Union auf ein hohes Schutzniveau ab. Sie beruht auf den Grundsätzen der Vorsorge und Vorbeugung, auf dem Grundsatz, Umweltbeeinträchtigungen mit Vorrang an ihrem Ursprung zu bekämpfen, sowie auf dem Verursacherprinzip (Artikel 191 Absatz 2 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union).

Die vorerwähnte Richtlinie bezieht sich auf das Verursacherprinzip als Leitsatz auf europäischer und internationaler Ebene. Gemäß diesem Prinzip sind die Kosten der Abfallbeseitigung vom Abfallbesitzer, den früheren Abfallbesitzern oder den Herstellern des Erzeugnisses, von dem der Abfall stammt, zu tragen (Erwägung 1). Abfallerzeuger und Abfallbesitzer sollten die Abfälle so bewirtschaften, dass ein hohes Maß an Schutz der Umwelt und der menschlichen Gesundheit garantiert ist (Erwägung 26). Die Einführung der erweiterten Herstellerverantwortung ist eines der Mittel, um die Gestaltung und Herstellung von Gütern zu fördern, die während ihres gesamten

Lebenszyklus, einschließlich ihrer Reparatur, Wiederverwendung und Demontage sowie ihres Recyclings, eine effiziente Ressourcennutzung in vollem Umfang berücksichtigen und fördern, ohne dass der freie Warenverkehr im Binnenmarkt beeinträchtigt wird (Erwägung 27). Die Kosten sollten so aufgeschlüsselt werden, dass sie die tatsächlichen Kosten der Abfallerzeugung und -bewirtschaftung für die Umwelt widerspiegeln (Erwägung 25).

Die Kosten der Abfallbewirtschaftung werden gemäß dem Verursacherprinzip von dem Abfallerzeuger oder von dem derzeitigen Abfallbesitzer oder den früheren Abfallbesitzern getragen (Artikel 14 Absatz 1 der Richtlinie). Die Mitgliedstaaten können beschließen, dass die Kosten der Abfallbewirtschaftung teilweise oder vollständig von dem Hersteller des Erzeugnisses, dem der Abfall entstammt, zu tragen sind, und dass die Vertreter eines derartigen Erzeugnisses sich an diesen Kosten beteiligen (Artikel 14 Absatz 2).

B.3.1. In Anwendung von Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. September 2010 zur Einführung einer Pflicht zur Rücknahme bestimmter Abfälle unterliegen insbesondere Altbatterien und -akkumulatoren sowie elektrische und elektronische Altgeräte der Rücknahmepflicht.

B.3.2. Zur Einhaltung dieser Verpflichtung können die betreffenden Hersteller entweder ihre Rücknahmepflicht selbst erfüllen, oder diese Verpflichtung von einer zugelassenen Einrichtung, der sie beigetreten sind, erfüllen lassen, oder eine Umweltvereinbarung im Sinne des Dekrets vom 20. Dezember 2001 über die Umweltvereinbarungen schließen und die Umsetzung der Gesamtheit oder eines Teils der Verpflichtungen in diesem Rahmen einer Bewirtschaftungsinstanz anvertrauen (Artikel 8bis § 3 des vorerwähnten Dekrets vom 27. Juni 1996 und Artikel 3 § 1 des vorerwähnten Erlasses vom 23. September 2010).

B.3.3. Die Einrichtungen, die für die Erfüllung der Verpflichtung zur Rücknahme der betreffenden Abfälle zugelassen sind, und die Instanz, die mit der Verwaltung der Umweltvereinbarung beauftragt ist, sind in der Form einer Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht zu gründen (Artikel 11 Nr. 1 und Artikel 22 § 1 desselben Erlasses). Sie sind mit dem Sammeln von Elektro- und Elektronik-Altgeräten oder von Altbatterien und Altakkumulatoren beauftragt. Sie werden mittels Umweltbeiträgen, die ihnen die angeschlossenen Hersteller, denen die Rücknahmepflicht obliegt, bei der Vermarktung des betreffenden Produktes pro Gerät, Batterie oder Akkumulator bezahlen, und durch die Mitgliedsbeiträge der angeschlossenen Hersteller finanziert.

B.4. Die angefochtene Bestimmung erlegt den Einrichtungen, die die Ausführung der Rücknahmepflicht der Hersteller gewährleisten, eine aufgrund ihres Eigenvermögens und ihrer Rückstellungen berechnete Steuer auf.

In Bezug auf die Zulässigkeit der Klagen

B.5.1. Die Wallonische Regierung erhebt eine erste Einrede der Unzulässigkeit der Klagen, die aus dem Fehlen eines rechtmäßigen Interesses sämtlicher klagenden Parteien an der Klageerhebung abgeleitet ist.

B.5.2. Personen, die einer Steuer unterliegen, haben grundsätzlich ein Interesse daran, deren Nichtigerklärung vor dem Gerichtshof zu beantragen. Dieses Interesse wird nicht dadurch unrechtmäßig, dass der Steuergesetzgeber mit der fraglichen Steuer die finanziellen Rücklagen ins Auge fasst, die « übermäßige Proportionen angenommen haben », über die Bedürfnisse dieser Einrichtungen hinausgehen und seines Erachtens demzufolge « im Lichte des Verursacherprinzips ungerechtfertigt » sind (*Parl. Dok.*, Wallonisches Parlament, 2015-2016, Nr. 484/1, S. 114).

B.5.3. Des Weiteren, da das Interesse der ersten bis achten klagenden Partei in der Rechtssache Nr. 6580 und der ersten klagenden Partei in der Rechtssache Nr. 6582, die der beanstandeten Steuer unterliegen, feststeht, erübrigt sich die Prüfung der anderen Einreden der Unzulässigkeit der Klagen im Zusammenhang mit dem Interesse der anderen klagenden Parteien an der Klageerhebung.

In Bezug auf die territoriale Zuständigkeit

B.6. Der Gerichtshof prüft zunächst den zweiten Klagegrund, der sich hauptsächlich auf die territoriale Steuerkompetenz der Wallonischen Region bezieht. Dieser Klagegrund ist aus einem Verstoß gegen die Artikel 5, 39, 134, 143 § 1 und 170 § 2 der Verfassung, Artikel 1ter des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 bezüglich der Finanzierung der Gemeinschaften und Regionen, Artikel 6 § 1 VI Absatz 3 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, den Grundsatz der ausschließlichen Verteilung der Zuständigkeiten, den Grundsatz des freien Dienstleistungsverkehrs und den Grundsatz der föderalen Loyalität abgeleitet.

Die klagenden Parteien bringen vor, dass die beanstandete Steuer nicht auf dem Gebiet der Wallonischen Region lokalisiert werden könne, weshalb die Situation, auf die sie sich beziehe, ebenfalls von anderen Regionalgesetzgebern erfasst werden könne, da das betreffende Eigenvermögen durch die Tätigkeit der steuerpflichtigen Einrichtungen auf dem gesamten belgischen Staatsgebiet generiert werde.

B.7.1. Artikel 170 § 2 der Verfassung bestimmt:

« Eine Steuer zugunsten der Gemeinschaft oder der Region darf nur durch ein Dekret oder durch eine in Artikel 134 erwähnte Regel eingeführt werden.

Hinsichtlich der in Absatz 1 erwähnten Besteuerungen bestimmt das Gesetz die Ausnahmen, deren Notwendigkeit erwiesen ist ».

B.7.2. Artikel 1ter des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 bezüglich der Finanzierung der Gemeinschaften und Regionen bestimmt:

« Die Ausübung der steuerlichen Befugnisse der Regionen, die in vorliegendem Gesetz erwähnt sind, erfolgt unter Einhaltung der in Artikel 143 der Verfassung erwähnten föderalen Loyalität und des allgemeinen normativen Rahmens der Wirtschaftsunion und der Währungseinheit sowie der folgenden Grundsätze:

1. Ausschluss eines jeglichen unlauteren Steuerwettbewerbs,
2. Vermeidung der Doppelbesteuerung,
3. freier Personen-, Waren-, Dienstleistungs- und Kapitalverkehr.

Im Falle eines von einer Behörde für begründet erachteten Antrags eines Steuerpflichtigen zur Vermeidung der Doppelbesteuerung hält diese Behörde Absprache mit den anderen betroffenen Behörden, um die Besteuerung, die im Widerspruch zu dem in Absatz 1 Nr. 2 erwähnten Grundsatz steht, zu vermeiden.

Im Rahmen des in Artikel 31 des ordentlichen Gesetzes vom 9. August 1980 zur Reform der Institutionen erwähnten Konzertierungsausschusses findet jährlich eine Konzertierung über die Steuerpolitik und über die in Absatz 1 erwähnten Grundsätze statt ».

Diese Bestimmung gilt nur für die Ausübung der Steuerkompetenzen der Regionen im Sinne des Finanzierungs-sondergesetzes. Sie gilt also nicht für die Ausübung ihrer eigenen Steuerkompetenz, die in B.7.1 erwähnt ist und sich direkt aus der Verfassung ergibt.

B.8. Aus den vorerwähnten Bestimmungen geht nicht der territoriale Anwendungsbereich der eigenen Steuerkompetenz der Gliedstaaten hervor. Was die Regionen betrifft, ergibt sich aus Artikel 19 § 3 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen und aus Artikel 7 Absatz 2 des Sondergesetzes vom 12. Januar 1989 über die Brüsseler Institutionen, dass ihre Dekrete beziehungsweise Ordonanzen nur in der eigenen Region anwendbar sind. Jede Regelung, die ein Gesetzgeber erlässt, muss innerhalb des Gebietes, für das er zuständig ist, lokalisiert werden können, sodass jedes konkrete Verhältnis oder jede konkrete Situation nur durch einen einzigen Gesetzgeber geregelt wird.

B.9.1. Der Anknüpfungspunkt der Steuer, so wie er in der angefochtenen Bestimmung aufgefasst wird, lässt sich nicht innerhalb des Gebietes, für das die Wallonische Region zuständig ist, lokalisieren. Die Steuer betrifft nämlich alle Bewirtschaftungsinstanzen ohne Rücksicht darauf, wo sie ansässig sind, und von der Steuer ist ihr ganzes Eigenvermögen betroffen, und nicht nur gewisse Fonds der Vereinigung, die es ermöglichen würden, die territoriale Herkunft der darin enthaltenen Mittel festzustellen.

B.9.2. Der Umstand, dass die Höhe der Steuer in Anwendung von Artikel 26/3 des Steuerdekrets, eingefügt durch die angefochtene Bestimmung, an einen Koeffizienten gebunden wird, der dem prozentualen Anteil der wallonischen Bevölkerung an der gesamten belgischen Bevölkerung entspricht, ändert nichts an dieser Schlussfolgerung. Es gibt nämlich nicht notwendigerweise einen Zusammenhang zwischen der Einwohnerzahl in der Wallonischen Region und dem Anteil der Tätigkeiten der betreffenden Vereinigungen auf dem Gebiet der Wallonischen Region, weshalb nicht konkludiert werden kann, dass die gewählte Berechnungsweise es erlauben würde, nur jene Fonds zu besteuern, die sich aus auf diesem Gebiet lokalisierten Tätigkeiten ergeben.

B.10.1. Die angefochtene Bestimmung fällt demzufolge nicht in die territoriale Zuständigkeit der Wallonischen Region. Der zweite Klagegrund ist begründet.

B.10.2. Die angefochtene Bestimmung ist also für nichtig zu erklären, ohne dass es nötig wäre, die übrigen Klagegründe zu prüfen.

B.10.3. Artikel 26 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Festlegung des Einnahmenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2017, der die Wortfolge « Für das Kalenderjahr 2016 » in dem für nichtig erklärten Artikel 26/1 des Steuerdekrets durch die Wortfolge « Für die Jahre 2016 bis 2021 » ersetzt, ist ebenfalls für nichtig zu erklären, da die beiden Bestimmungen untrennbar miteinander verbunden sind.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof
erklärt

- Artikel 98 des Dekrets der Wallonischen Region vom 23. Juni 2016 zur Abänderung des Umweltgesetzbuches, des Wassergesetzbuches und verschiedener Dekrete in Sachen Abfälle und Umweltgenehmigung, und

- Artikel 26 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Festlegung des Einnahmenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2017

für nichtig.

Erlassen in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, am 1. März 2018.

Der Kanzler,
P.-Y. Dutilleux

Der Präsident,
J. Spreutels

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

VLAAMSE OVERHEID

[C – 2018/30929]

20 APRIL 2018. — Besluit van de Vlaamse Regering houdende tot het niet-toepasselijk verklaren van het koninklijk besluit van 4 juni 1958 betreffende de vrije stroken langs de autosnelweg E40 op het grondgebied van de gemeenten Zaventem en Kraainem

DE VLAAMSE REGERING,

Gelet op de wet van 12 juli 1956 tot vaststelling van het statuut der autosnelwegen, artikel 10;

Gelet op het koninklijk besluit van 4 juni 1958 betreffende de vrije stroken langs de autosnelwegen, artikel 2, vervangen bij het besluit van de Vlaamse Regering van 23 december 2011;

Overwegende dat wordt beoogd op het grondgebied van de gemeenten Zaventem en Kraainem langsheen de E40 en één van haar afritten fietssnelwegen aan te leggen;

Overwegende dat de aanleg van de fietssnelweg toelaat een verschuiving van vervoersmodi te creëren op trajecten tussen de Vlaamse rand en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest door onder andere kwalitatieve alternatieven aan te bieden voor de fiets in plaats van de wagen;

Overwegende dat de plannen voor de aanleg van de fietssnelweg afgestemd worden op de herinrichtingsplannen voor de verschillende (toekomstige) knooppunten langs de E40 en op het plan voor de herinrichting van de ring rond Brussel (R0);

Overwegende dat de ruimte tussen de autosnelweg en de omgeving beperkt is daar de omgeving ook richting autosnelweg gegroeid is en het daardoor niet altijd mogelijk is om met de nieuw te realiseren infrastructuurwerken buiten de bouwvrije zone te blijven;

Overwegende dat het bundelen van infrastructuren vanuit duurzaam ruimtegebruik in een dichtbevolkte regio als de Vlaamse rand rond Brussel verkieslijk is;

Overwegende dat, ten bate van het algemeen belang, bij de Vlaamse Regering een verzoek is ingediend tot het niet-toepasselijk verklaren van het koninklijk besluit van 4 juni 1958 betreffende de vrije stroken langs de E40 zoals voormeld;